



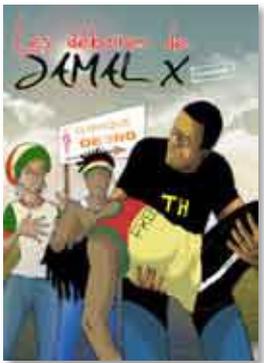
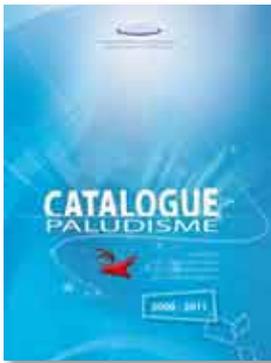
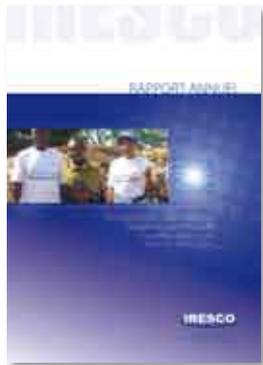
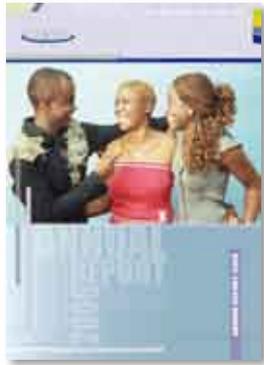
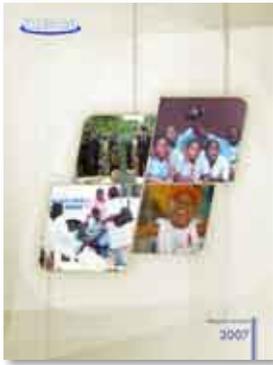
INSTITUT POUR LA RECHERCHE,
LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE
ET LA COMMUNICATION

IRESCO

- Promotion de la santé
- Recherche opérationnelle
- Développement communautaire
- Suivi et évaluation

RAPPORT ANNUEL

2013



Institut pour la Recherche, le Développement Socio-Economique et la Communication

SIÈGE SOCIAL :

Yaoundé, Mendong après la brigade de gendarmerie
BP : 13 888 Yaoundé-Cameroun
Tél/Fax : (237) 22 31 10 14 / (237) 22 31 97 78
Email : irescoyaounde@yahoo.com
Site web : www.iresco-cm.org

Bureau de Buéa

Face nouvelle Mairie, Class Quater
Tél/Fax : (237) 33 32 33 97
E-mail : pbfswest@yahoo.com

Bureau de Bamenda

Ntalmulung Church Center

Bureau de Douala

Bonamussadi, face Hôtel Santa barbara
Tél. 22 60 81 85

Sommaire

Promotion
de la santé

Recherche
opérationnelle

Développement
communautaire

Suivi et
évaluation

Mot du
Coordinateur

05

Ouvrer pour
l'amélioration de la
performance des
formations
sanitaires



Lutte contre le VIH-
SIDA : cibler les
populations clés

06



Promotion
de l'émergence
des femmes



Poursuivre la mise
à échelle de la lutte
contre le paludisme
pour un meilleur
impact d'ici 2015

08



Suivi évaluation
des projets et
programmes



Appui aux Orphelins
et Enfants
Vulnérables

10



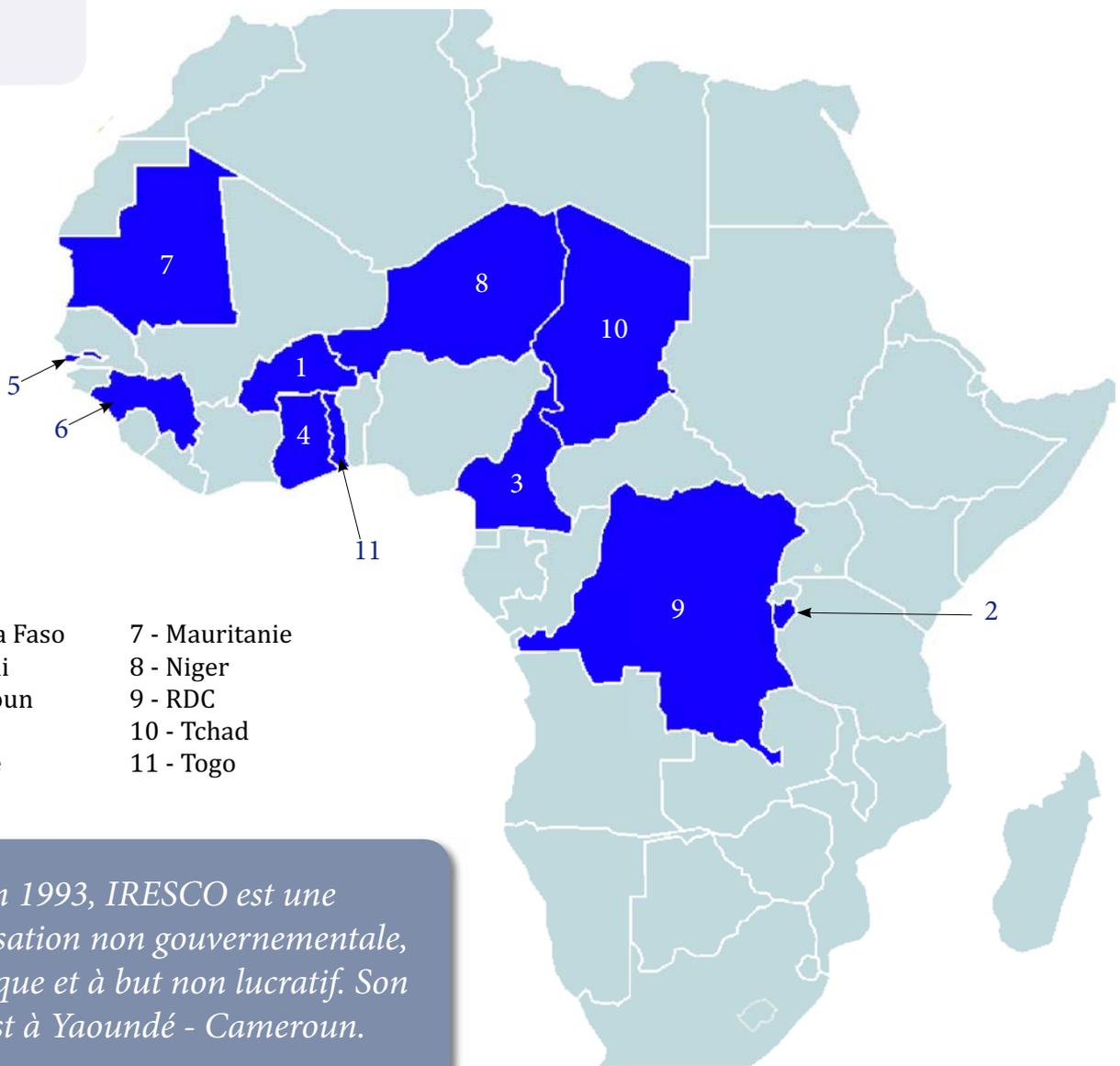
Appuyer la mise en
oeuvre des projets
du fonds mondial a
travers l'Afrique



Ressources,
sources de
financement et
gouvernance



Les pays d'Afrique dans lesquels **IRESCO** est intervenu en 2013



Créé en 1993, IRESCO est une organisation non gouvernementale, apolitique et à but non lucratif. Son siège est à Yaoundé - Cameroun.

Notre vision :

Devenir un centre de référence et d'excellence en matière de recherche socio-comportementale et de promotion de la santé en Afrique.

Notre mission :

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations africaines, par la promotion et la réalisation de la recherche, ainsi que des initiatives de développement à l'échelle communautaire, nationale et régionale.

Nos valeurs :

- Respect
- Intégrité
- Engagement
- Excellence



Mot du COORDINATEUR

M. Gédéon YOMI

Tout au long de l'année 2013, IRESCO a poursuivi la bataille sur les divers fronts entamés l'année dernière ou plusieurs années avant. A la quête permanente d'une offre de service de qualité pour un plus

grand impact sur ses populations cibles, cette année celle du changement dans la continuité pour une meilleure consolidation des acquis d'hier.

Ainsi, avec le projet SUFI («Scaling Up Malaria Control For Impact in Cameroon»), l'approche de communication de masse utilisée durant la phase 1 a très vite saturé les attentes de la population ; il fallait donc changer d'approche et envisager une approche plus interactive pour le plus grand intérêt de la population cible. Le changement en 2013 a donc été d'opter pour la proximité à travers la communication interpersonnelle se traduisant par beaucoup plus de visites dans les ménages avec l'appui des agents de santé communautaire. Ces derniers devront s'assurer que les moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (MILDA) sont disponibles dans tous les ménages, qu'elles sont accrochées et correctement utilisées; que les femmes enceintes ont adopté et sont entrain de prendre les doses prescrites pour le traitement préventif intermittent (TPI) et que les cas de paludisme simple sont correctement diagnostiqués et pris en charge au niveau communautaire.

Dans le cadre de la lutte contre le Sida, IRESCO a continué à cibler certains groupes sensibles tels que les populations clés ou minorités sexuelles, et les orphelins et enfants vulnérables (OEV). Ainsi, pour le compte des minorités sexuelles, qui vivent généralement en marge de la société, au vu de la loi particulièrement répressive à leur égard, IRESCO a en 2013 élaboré une cartographie des sites de socialisation ou lieux de rencontre et des services conviviaux dans les villes de Yaoundé et Douala. S'agissant des OEV, le paquet minimum des services à eux destinés s'est étendu en 2013 à l'appui nutritionnel, et les bourses scolaires qui leurs sont habituellement octroyées ont été transformées en kits scolaires. En outre, l'approche d'identification des OEV bénéficiaires des services de IRESCO a changé, avec l'introduction de la validation communautaire des enfants pré-identifiés et un monitoring plus rigoureux à travers la mise sur pieds des comités de protection des OEV au niveau de chaque district de santé.

Avec le projet de financement basé sur la performance (PBF) des formations sanitaires, l'année 2013 a été marquée par la mise en œuvre effective de l'ensemble des activités prévues, avec notamment la distribution effective des subsides aux formations sanitaires sur la base de la quantité et de la qualité de leurs prestations. Cette année a surtout été celle de l'appropriation et de l'implémentation des business plan par les formations sanitaires, grâce au coaching du staff du projet. A travers la mise en œuvre de ces business plans et des subsides distribués, plusieurs formations sanitaires ont été rénovées, ont renforcé leurs équipements, et, surtout, amélioré quantitativement et qualitativement, leurs prestations aux malades.

L'année 2013 a aussi été marquée par la fin de vie ou de cycle de vie de certains projets, à l'instar du projet Information, Sexualité Adolescente et Santé (ISAS), et du projet d'autonomisation des femmes actives dans le secteur de la commercialisation des produits vivriers.

Le projet ISAS qui était un projet de recherche opérationnelle visant à déterminer l'impact différentiel de plusieurs campagnes de prévention contre le VIH sur les comportements sexuels à risque chez les jeunes filles en milieu scolaire a été clôturé en 2013 avec la présentation au large public des résultats de la recherche. Ces résultats ont été présentés au cours de la conférence de clôture du programme tendances démographiques,

organisée à Ouagadougou en Novembre 2013 par Equilibres & Populations avec le soutien de l'Agence inter-établissements de recherche pour le Développement (AIRD), et l'Agence Française de Développement (AFD).

Le projet d'autonomisation des femmes revendeuses de produits vivriers dans les principales villes du Cameroun à travers le renforcement de leurs capacités est aussi arrivé à terme en 2013, suite à l'arrêt des financements de ONUFEMMES. Mais le projet a connu un impact certain auprès de ces femmes qui savent désormais faire la comptabilité de leurs activités, ont un accès plus facile aux micro-crédits tout en ayant acquis la capacité de développer leurs activités. En matière d'assistance technique, IRESCO a continué d'appuyer certains partenaires dans les domaines du suivi-évaluation et de la communication pour le changement des comportements.

Dans le domaine de la communication pour le changement des comportements, IRESCO a appuyé divers partenaires aussi bien au Cameroun qu'au-delà des frontières nationales, dans l'élaboration de leurs matériels éducatifs ou de leurs stratégies de communication. En matière de suivi-évaluation, IRESCO a par exemple appuyé la GIZ à travers une étude d'évaluation d'une campagne de communication contre la pratique du modelage des seins des jeunes filles. IRESCO a aussi appuyé les Agents Locaux du Fonds mondial (LFA), notamment au Burundi et en RDC, dans le cadre de leurs missions de vérification de l'implémentation des programmes subventionnés par le Fonds mondial. En outre, différents bénéficiaires principaux des subventions du Fonds mondial à travers l'Afrique ou leurs instances de coordination nationale (ICN) ont bénéficié des services d'assistance technique de IRESCO à travers le projet Grant Management Solutions (GMS).

Par ailleurs, IRESCO a participé tout au long de l'année aux grands rendez-vous de la communauté nationale pour le développement à l'instar de la concertation pour la préparation de la distribution de masse des MILDA au Cameroun, prévue en 2014; des réflexions pour une lutte plus efficace contre le paludisme à travers l'initiative Roll Back Malaria ; de la revue à mi-parcours du plan stratégique national de lutte contre le Sida, etc.

Pour finir, afin de témoigner de son action auprès du plus grand nombre dans une démarche de transparence et de redevabilité, les comptes de IRESCO sont annuellement certifiés à travers un audit indépendant; l'année 2013 n'a pas fait exception à la règle. Dans le même ordre d'idées, la Coordination de IRESCO a consolidé les mesures prises par le passé pour renforcer la viabilité financière de l'institution et revisiter ses procédures en matière de gestion administrative et financière. Sur tous ces sujets, IRESCO s'est fixé des standards qui la placent parmi les organisations non gouvernementales les plus crédibles au Cameroun et au-delà des frontières nationales.

En 2013, IRESCO a ainsi confirmé son engagement en faveur des populations défavorisées, de la lutte contre la pauvreté, de la promotion de la santé, de l'assistance technique aux partenaires. IRESCO l'a fait grâce principalement à l'appui de différents bailleurs de fonds que je tiens à remercier une fois de plus. Il l'a fait aussi tout particulièrement grâce à ses équipes technique et administrative et à son équipe de consultants que je tiens à remercier, tout en saluant leurs savoirs et savoir-faire, leur engagement et leur motivation qui constituent le principal avantage comparatif de l'institution.



Lutte contre le VIH-SIDA : CIBLER LES POPULATIONS CLÉS

Par-delà les succès planétaires enregistrés ces dernières années dans la lutte contre le VIH/SIDA avec une réduction considérable du nombre de décès lié, au Sida en Afrique subsaharienne (32%), aux Caraïbes (48%) et en Océanie (41%), pour ne citer que ces régions du monde, la vulnérabilité des populations clés reste préoccupante. En effet, des études récentes indiquent que les travailleuses du sexe sont « 13,5 fois plus susceptibles de vivre avec le VIH que les autres femmes » (Baral, S., et al. (2012). Cette tendance s'observe également au Cameroun où la prévalence du VIH chez les travailleuses de sexe est de 36,8% contre 4,1% dans la population générale (ONUSIDA, 2013). D'autres données indiquent des prévalences de VIH de 24 à 44% chez les Hommes qui ont des rapports Sexuels avec les Hommes (HSH) dans les principales villes du Cameroun (Douala et Yaoundé).

Il apparaît évident que l'atteinte de l'objectif « zéro nouvelle infection » dépend majoritairement de la riposte de l'infection à VIH chez les travailleuses du sexe

et chez les HSH. L'avis de l'ONUSIDA sur cette question est d'ailleurs fort éloquent lorsqu'il affirme que « *Si le monde souhaite réduire de moitié la transmission par voie sexuelle d'ici 2015, il est essentiel de déployer des efforts programmatiques efficaces pour atteindre une proportion plus élevée d'hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes. Il s'agit d'un des nombreux domaines où l'insuffisance du financement national alloué à des programmes solides met non seulement en danger leur pérennité mais suggère aussi que le manque d'appropriation nationale entrave la réussite de tels efforts. Il est impératif de renforcer le suivi du VIH chez les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et de réviser les cadres juridiques punitifs afin d'adapter les ripostes au sida aux normes relatives aux droits de l'homme.* »

Fort de ce besoin urgent, IRESCO a continué à mener des activités en direction des populations clés malgré la modicité des financements accordés à ces groupes cibles. Au nombre de ces réalisations, l'on peut citer :

- La formation d'une dizaine de journalistes au traitement responsable de l'information en direction des populations clés dans la ville de Douala. Cette formation avait aussi pour objectif de contrebalancer les tabloïds qui font très souvent mauvaises presse aux sujets traitant des populations clés, observés ces derniers temps au Cameroun.
- La cartographie des sites de socialisation ou lieux de rencontre et des services conviviaux auxquels ont accès les travailleuses de sexe et les hommes qui ont des rapports sexuels avec les hommes.
- La production et distribution du matériel éducatif scriptovisuel aux populations clés dans les villes de Douala et de Yaoundé. Les thématiques développées étaient centrées sur le dépistage volontaire du VIH, l'utilisation correcte et systématique du préservatif avec en prime la gestion des cas de déchirure des préservatifs et le traitement des infections sexuellement transmissibles (IST). Ce matériel a été élaboré en conformité avec les aspirations de ces populations. En effet, pour réduire le risque de discrimination et de stigmatisation, des supports « discrets » ont été produits et distribués à ces populations. Au même titre que l'approche discursive, le langage imagé a été plébiscité par les travailleuses de sexe pour la diffusion des messages de prévention du VIH auprès de ce groupe cible.
- L'utilisation des réseaux sociaux à l'instar de Facebook et Twitter a constitué l'innovation dans



les différentes stratégies d'intervention mises en œuvre cette année par IRESCO pour toucher un plus grand nombre de HSH.

L'aventure commencée il y a quelques années avec les travailleuses de sexe, les camionneurs et les HSH, continue son bonhomme de chemin vers l'atteinte de l'objectif « zéro nouvelle infection ». Un espoir qui donne envie de poursuivre cette marche, confiants en l'avenir. Espoir qui laisse libre court au foisonnement de nouvelles stratégies pour être plus efficace. C'est dans cet espoir, justement, que IRESCO envisage de créer un groupe de soutien aux populations clés en situation de détresse, de même que l'institut souhaite acquérir une unité mobile pour faciliter l'accès aux services (conseil et dépistage du VIH, dépistage et traitement des IST), en stratégie avancée dans un avenir proche. Vivement 2014 !



Poursuivre la mise à échelle de la lutte contre le paludisme pour un meilleur impact d'ici 2015



Formation des OSCD au Littoral

Après la réussite de la distribution de la MILDA en 2011, son utilisation par les populations reste une véritable gageure...

En effet, si la grande campagne de distribution de masse des Moustiquaires Imprégnées d'Insecticide à Longue Durée d'Action (MILDA) de 2011 a eu un effet remarquable sur la disponibilité de cet outil de prévention dans les ménages à travers le pays (83,4%), le problème de son utilisation se pose toujours avec autant d'acuité. C'est donc à juste titre que, face à la récente crise de la morbidité palustre, passée du simple au double en septembre dernier dans la région de l'Extrême Nord, le rapport de la mission du Fonds Mondial de Novembre 2013, tire la sonnette d'alarme en constatant :

« A high level mission comprised of the Minister of Health, WHO and UNICEF undertook an investigation mission on 30 Oct - 1 Nov 2013 to the Far North region in order to determine the magnitude of the situation and take the necessary actions. According to a joint WHO/UNICEF press release, the mission noted the following factors which may have contributed to the out-of-season peak and the increased malaria deaths: a very low LLIN utilization (30% despite the availability of LLINs in 83.4% of households surveyed in the 2013 LLIN coverage study), a favourable environment for the proliferation of breeding sites, the use of inappropriate medicines, and patients' delayed care-seeking in health facilities. »

Contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité dues au paludisme de 50% d'ici 2015 par rapport à la situation de 2000 » tel est l'objectif que s'est fixé le projet dénommé SUFI ou « scaling up malaria control for impact in Cameroon 2011-2015 », financé par le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, le Paludisme et la Tuberculose. La raison en est simple: au Cameroun, le paludisme reste la première cause de morbidité (40%) et de mortalité (29%) dans les formations sanitaires. Aujourd'hui encore, fort est de constater qu'en dépit des efforts consentis par le pays, avec le concours des partenaires au développement, le paludisme n'a pas cessé de donner des insomnies aux acteurs de lutte contre cette maladie dont IRESCO fait partie.

C'est dire si le problème de la faible utilisation de la MILDA dans les ménages exige que l'on y mette plus d'ardeur et de persévérance dans la riposte contre le paludisme. Plus d'ardeur, plus d'entrain pour lutter contre la malaria. Tel a été le leitmotiv de l'action de IRESCO depuis le démarrage du projet SUFI en 2011 où l'Institut a assumé, en tant que sous récipiendaire, le volet Communication pour le Changement de Comportement du projet en produisant et diffusant durant la phase 1 du projet (2011-2012) des milliers de supports multimédias (radio, télé, presse, affichage, etc.) sur la prévention et le traitement du paludisme sur toute l'étendue du territoire national.

On analyse à mi-parcours et on redéfinit la stratégie communautaire

La phase 2 du projet, démarrée en 2013 a été marquée par la formulation d'une nouvelle stratégie d'intervention, suite aux leçons apprises de la phase 1. La communication de masse à travers la distribution des outils de communication et la diffusion des messages à la radio et à la télé a laissé place à une approche communautaire à travers une plus forte implication des organisations de la société civile et une mobilisation des agents de santé communautaire pour un contact de proximité.

Reconduit en 2013 pour la seconde phase du projet, en tant que Sous Récipiendaire (SR) chargé de l'implémentation de toutes les activités du projet



Des MILDA là où il n'en faut pas

dans les régions du Littoral et du Sud-ouest, IRESCO a pris une part active à cette intense activité de re-conception de la stratégie de la phase 2, aux côtés du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) et autres partenaires (Plan Cameroon, UNICEF, OMS, MNM, ACMS, MC CCAM,...).

On lance les premières activités de la deuxième phase du projet

Cette étape d'échanges et d'entente sur les objectifs et les stratégies de la deuxième phase du projet a mis un léger frein au démarrage des activités sur le terrain. Néanmoins, au courant de l'année 2013, IRESCO a contribué et/ou réalisé les activités suivantes :

- Réunions d'information et de plaidoyer auprès des Chefs Service Santé de District (CSSD) en vue de sélectionner les Agents de santé communautaire (ASC) conformément aux critères de sélection préétablis ;
- Cartographie de 649 ASC répartis dans les régions du Littoral et du sud-ouest ;
- Contractualisation avec 27 organisations de la société civile de district (OSCD) dans les régions du Littoral et du Sud-ouest ;
- Formation de 26 coordinateurs et 26 comptables des OSCD des régions du Littoral et du Sud-ouest.

Il ne s'agit pas là d'un bilan des activités du projet pour l'année 2013, mais plutôt une énumération des actions préalables aux interventions de terrain proprement dites qui vont meubler toute l'année 2014 et dont les plus importantes sont: la sensibilisation à l'utilisation de la MILDA, à la prise du TPI par les femmes enceintes ainsi que le traitement des cas de paludisme simple par les ASC au niveau communautaire. Avec le même entrain qu'à la phase 1 du projet, IRESCO jouera sa partition en coordonnant l'animation communautaire dans les régions du Littoral et du Sud-ouest dans l'espoir que cette communication de proximité arrive à booster considérablement l'adhésion des populations aux interventions de lutte contre le paludisme.



Formation des OSCD au Sud-ouest

Appui aux Orphelins ET ENFANTS VULNÉRABLES



L'approche d'intervention a changé en 2013

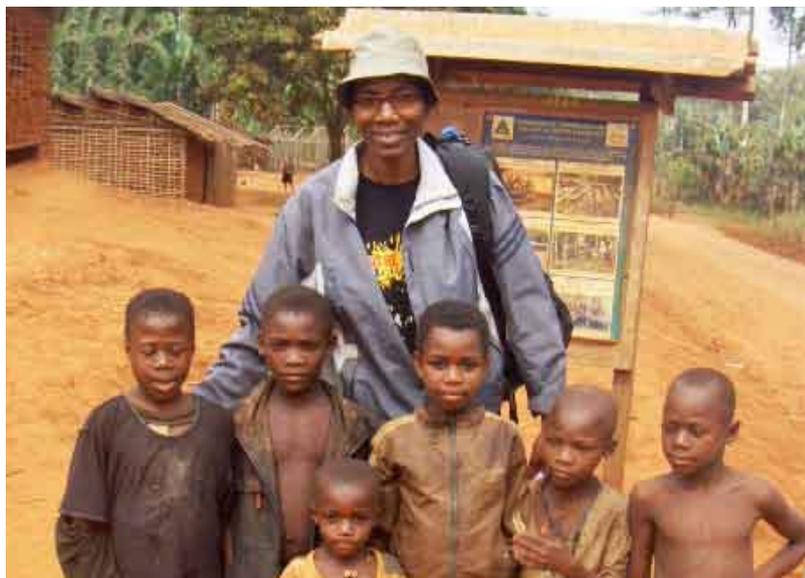
En 2013 l'approche d'intervention d'IRESKO relativement aux Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) a été considérablement revisitée. De prime abord, la méthode d'identification des OEV, bénéficiaires de l'appui d'IRESKO a été légèrement modifiée. En outre, notre champ de soutien ou paquet minimum des services à ce groupe vulnérable s'est étendu à l'appui nutritionnel, en plus du traditionnel soutien scolaire que nous avons continué de leur apporter. Par ailleurs, la forme de soutien scolaire que nous avons souvent apporté aux OEV a connu une certaine mutation. Et enfin, nos sites d'interventions ont été réduits pour un meilleur impact.

S'agissant de la méthode d'identification des OEV, alors qu'elle était jusqu'en 2012, limitée à une enquête au sein des ménages, basée sur un questionnaire standardisé construit de sorte à constituer une trappe à vulnérabilité (selon les critères établis par le Ministère des Affaires Sociales) et au statut d'orphelin, l'approche s'est affinée à travers une validation communautaire des enfants pré-identifiés

et un monitoring plus rigoureux à travers la mise sur pieds des comités de protection des OEV au niveau de chaque district de santé et le renforcement de leurs capacités. La validation communautaire se fait à travers un questionnaire de contre-vérification du statut de chaque enfant pré-identifié, administré auprès de leurs pairs et des ménages avoisinants.

La stratégie d'octroi des bourses a été revue

S'agissant du soutien scolaire, du fait que les bourses octroyées aux OEV scolarisés et qui jusqu'alors constituaient l'unique forme de soutien scolaire à ce groupe cible, étaient parfois distraites par leurs parents ou tuteurs, elles ont été reconverties en kits scolaires d'une valeur équivalente au montant des bourses. Ces kits sont constitués d'un sac d'école, des cahiers du programme «Entre Nous Jeunes», des stylos, crayons, taille-crayons et gommés. La distribution de ces kits scolaires était assurée par les comités de protection des OEV, sous la supervision d'un représentant de IRESKO et en présence des parents ou tuteurs des OEV.



Le paquet minimum des services aux OEV s'est étoffé

Etant donné que l'état nutritionnel a des effets néfastes sur l'espérance de vie des personnes souffrant d'une infection par le VIH, IRESCO a décidé d'étendre, à partir de 2013, son paquet minimum des services aux OEV à l'appui nutritionnel. Pour la même raison évoquée ci-haut, l'appui nutritionnel a ciblé exclusivement les enfants vivant avec le VIH, issus des ménages pauvres et en situation de malnutrition sévère ou modérée, d'autant plus qu'au début de l'infection par le VIH, les problèmes nutritionnels sont souvent infra cliniques et sont, par conséquent, très souvent négligés. L'appui nutritionnel fourni par IRESCO avait donc des visées aussi bien préventives - lorsque la cible est constituée des enfants issus des ménages pauvres et en situation d'insécurité alimentaire - que thérapeutiques - lorsque les enfants en état de malnutrition sévère aigue ou modérée sont concernés.

La promotion nutritionnelle fait son come back

En termes de contenu, l'appui nutritionnel fourni par IRESCO a consisté en la promotion nutritionnelle à travers l'éducation nutritionnelle et la sensibilisation des parents et/ou tuteurs sur les liens entre VIH et état nutritionnel et sur l'hygiène alimentaire. En sus de cette sensibilisation, IRESCO a, chaque mois, fourni aux enfants ciblés des rations alimentaires ou kits nutritionnels constitués d'aliments énergétiques, constructeurs et protecteurs. Ces kits étaient principalement constitués des tubercules, des céréales, des légumes et des protéines végétales. Mais en raison des moyens limités pour ce volet d'activités, la durée de l'appui nutritionnel était limitée à 6 mois par enfant éligible.

L'éligibilité des groupes cibles au dispositif d'appui nutritionnel mis sur pieds par IRESCO passait préalablement par une appréciation de

l'amaigrissement corporel à travers différents paramètres anthropométriques et l'observation. Le monitoring de cet état nutritionnel se faisait à travers des pesées régulières en vue de suivre la reprise du poids pour les enfants sous traitement ou de détecter de façon précoce toute situation de malnutrition sévère qu'elle soit aigue ou modérée.

Les sites d'intervention sont réduits en vue de garantir un meilleur impact

Enfin, en vue de garantir un impact certain des interventions de IRESCO au bénéfice des OEV, nous avons opté cette année pour une limitation des sites d'intervention au profit d'une amélioration quantitative et qualitative de notre paquet minimum des services aux OEV. Nos sites d'intervention ont ainsi été circonscrits à 4 districts de santé, dont deux dans la région du Sud-ouest et autant dans la région du Nord-ouest.



Oeuvrer pour l'amélioration de la performance DES FORMATIONS SANITAIRES

« En 2013, le projet consolide la mise en œuvre avec la poursuite des signatures des contrats avec les formations sanitaires »



Salle de réanimation avant PBF

Cette année a en effet été marquée par la consolidation de la mise en œuvre du projet avec la poursuite de la signature des contrats de collaboration avec les parties prenantes au projet, à savoir : les formations sanitaires (FOSA), les Organisations à Base Communautaire (OBC), et les Equipes Cadres de District (ECD). Ces contrats ont vocation à booster les performances des différents acteurs ou intervenants dans les rôles qui leur sont assignés, la finalité étant l'amélioration des indicateurs clés de santé dans les circonscriptions sanitaires couvertes par le projet. Ces contrats permettront donc d'améliorer l'offre quantitative et qualitative des soins pour les FOSA ; l'efficacité de la vérification communautaire, pour les OBC ; des résultats déclarés par les FOSA, et l'effectivité et l'efficacité de la fonction de régulation pour les EDC.

Au terme de l'année 2013, les contrats ont été signés avec 138 structures de santé (FOSA et ECD) dont 72 dans la région du Nord-ouest et 66 dans le Sud-ouest. La signature des contrats a aussi concerné 62 OBC, dont 46 dans le Nord-Ouest, et 16 dans le Sud-ouest.

L'élaboration des business plan est lancée

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces contrats de performance, l'année 2013 a été marquée par l'effectivité de l'élaboration et de la mise en œuvre des business plans par les FOSA, lesquelles ont, à cet effet, bénéficié du coaching régulier des équipes cadres de district (ECD) avec le soutien technique considérable de l'équipe du projet.

Après une première année d'activités essentiellement consacrée à la mise en place des agences d'achat des performances (AAP) du Nord-ouest et du Sud-ouest, la formation initiale des intervenants dans le projet et la signature des contrats avec les formations sanitaires, le projet de Financement Basé sur la Performance (PBF) est passé au plein régime de fonctionnement en 2013.

L'année a aussi été marquée par le démarrage effectif des missions d'assistance technique de court terme, avec la mobilisation par le consortium IRESCO/AEDES de l'expertise technique externe venue en appui de courte durée. Une des priorités de l'assistance technique pour cette année a consisté à assurer un bon suivi du projet. C'est ainsi que se sont succédées des missions d'appui au suivi technique et stratégique, le développement du portail web dédié au projet et l'appui à la mise en place d'un dispositif de vérification des données sur site.

En ce qui concerne l'équipe du projet, les vérificateurs collaborent et travaillent individuellement avec chaque formation sanitaire au cours de leur descente sur le terrain en leur apportant guidance, compréhension, et logique dans la préparation de leur business plan. L'objectif d'un tel exercice est de parfaire la conception, la cohérence et la finalisation des plans business. Cette collaboration se fait à travers des séances de travail, au cours desquelles sont passés en revue le calcul des cibles (ou objectifs à atteindre pour chaque indicateur), la rationalité des stratégies à mettre en place pour atteindre les objectifs du projet. Du fait de l'autonomie de gestion conférée aux FOSA par le projet, un accent particulier est mis sur la gestion financière qui leur est facilitée à travers un outil élaboré à cette fin.



Salle de réanimation après PBF

Le suivi-évaluation du projet se met en marche, les résultats déclarés sont vérifiés ...

Dans le cadre du suivi-évaluation du projet, les missions de vérification et de validation des données se sont effectuées régulièrement, rentrant ainsi dans le processus de paiement des subsides aux FOSA. Ces vérifications sont régulièrement assurées par une équipe de 13 vérificateurs dont 8 dans le Nord-ouest et 5 dans le Sud-ouest. Ce processus de vérification est affiné au niveau communautaire à travers les OBC, dont le rôle est d'attester sur la base des preuves que des bénéficiaires au sein de la communauté ont effectivement reçu les soins déclarés par les FOSA.

Par ailleurs, la revue à mi-parcours du projet s'est déroulée au cours du mois de mai dans les deux régions. Les objectifs de cette revue étaient d'évaluer: (1) les progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs du projet, (2) la pertinence des objectifs du projet et sa conception à la lumière de l'expérience de sa mise en œuvre, (3) l'adéquation des dispositions institutionnelles du projet pour appuyer sa mise en œuvre, (4) l'état de mise-en-œuvre des engagements juridiques du projet, (5) la performance côté gouvernement et Banque mondiale en vue d'en tirer les principales leçons de l'expérience de la mise en œuvre du projet et (6) d'identifier les goulots d'étranglement et s'accorder avec le gouvernement sur les mesures correctives appropriées.

Des changements s'opèrent

En termes de résultats déjà enregistrés à ce jour, on peut relever que globalement, la plus part des indicateurs quantitatifs, que ce soit curatifs ou préventifs focalisés sur la santé de la reproduction, sont en augmentation continue, en comparaison avec les données de base. Ainsi, on peut relever à titre indicatif, l'amélioration considérable dans la zone du projet : du nombre de nouveau cas de consultations curatives (infirmières et médicales) ; du nombre de cas de petite chirurgie dans les FOSA, du nombre de nouvelles clientes du planning familial (injection et pilule) ; du nombre de personnes pauvres et vulnérables prises en charge gratuitement ; etc. Il en est de même des indicateurs de la qualité des soins technique qui sont eux aussi en nette amélioration. Ainsi, la qualité technique des services connaît une progression notable dans les 2 régions au fil du temps se traduisant par l'augmentation du taux de fréquentation des formations sanitaires.

Projet ISAS

« Information, Sexualité Adolescente et Santé »



« Après l'intervention menée en 2012, IRESCO dissémine les résultats du projet ISAS en 2013 au Burkina Faso »

IRESCO diffuse régulièrement les résultats de ses recherches à travers la publication dans des journaux scientifiques, des communications lors des conférences nationales et internationales et à travers d'autres canaux appropriés. En 2013, l'Institut n'a pas manqué à cette tradition. C'est ainsi que dans le cadre du partenariat avec le laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul LatifJamel (J-PAL), IRESCO a présenté les résultats des études relatives au projet « Information, Sexualité Adolescente et Santé (ISAS) » dont le but était de déterminer l'impact différentiel de plusieurs campagnes de prévention contre le VIH sur les comportements sexuels à risque chez les jeunes filles au Cameroun. Cette présentation s'est faite lors de la conférence de clôture du programme DEM TREND (partenaire financier du projet), organisée à Ouagadougou en Novembre 2013 par Equilibres & Populations.

Le projet ISAS a ainsi permis de constater que :

- 1) Les interventions par le personnel scolaire améliorent mieux les connaissances des jeunes en matière de prévention du VIH, que celles des consultantes extérieures (fidélité : 45% vs 38% ; condom : 37% vs 36%).
- 2) On note un effet positif de tous les types d'interventions sur le taux de grossesse et le maintien à l'école. Cependant, les changements observés varient d'un site à l'autre: (a) A Yaoundé, l'effet de l'intervention des consultantes a été négatif : 8% de filles ont été enceintes (au lieu de 5% dans le groupe témoin) ; (b) A l'Ouest, l'effet de l'intervention des consultantes a été positif : 4% des filles ont été enceintes (au lieu de 7% dans le groupe témoin) ; (c) Au Sud, l'intervention du personnel scolaire a eu un effet positif : 23% de filles ont été enceintes (au lieu de 33% dans le groupe témoin). Ceci suggère que les contextes locaux sont des ingrédients essentiels à prendre en considération lors de la conception des campagnes de prévention.
- 3) On note une forte diffusion sociale des informations entre la cible principale et leurs amies : (a) 77% des filles discutent des sponsors avec leurs amies de manière générale ; (b) les amies des filles ayant reçu l'information sur le sponsoring ont connu une baisse importante et significative grossesse ; (c) Les amies de filles ciblées pour les 2 traitements de consultants ont connu une baisse des abandons scolaires de la même grandeur que leurs amies ciblées.



Promouvoir l'émergence DES FEMMES

Dans la marche pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ratifié par le Cameroun, la question de la participation des femmes au développement est considérée comme le gage d'un développement durable. Cette approche est davantage renforcée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, qui pense que sans une participation effective des femmes, le pays a peu de chances de parvenir à la réalisation des OMD.

Or, au Cameroun tout comme dans plusieurs pays d'Afrique, « la pauvreté est « féminisée » : les femmes souffrent davantage de la pauvreté que les hommes, cette disproportion étant la plus forte dans les pays suivants (par ordre décroissant) : Égypte, Cameroun, Maroc, Kenya, Cap Vert, Afrique du Sud, Guinée et Madagascar ». (Rapport OMD 2012)

C'est ainsi que l'accès des femmes au marché du travail est rendu difficile à cause de leur manque de qualification. Dans ce contexte, l'exercice d'une activité commerciale informelle ou la création d'une micro-entreprise sont les moyens auxquels les femmes ont recours pour générer un revenu afin d'assurer leur subsistance et celle de leurs progénitures. De ce fait, les femmes (53%) représentent la majorité de la force de travail dans le secteur informel. Le projet « d'appui et d'accompagnement de l'Association des Buyam-sellam du Cameroun en vue de l'autonomisation de ses membres » débuté en 2012 sous financement d'ONU-FEMMES est donc arrivé à point nommé pour aider les femmes revendeuses à s'autonomiser.

Ainsi en 2013, ce projet s'est poursuivi via l'encadrement/l'accompagnement des femmes revendeuses par IRESCO. Malgré les difficultés

d'appropriation des bonnes pratiques auxquels font face ces femmes, IRESCO a continué sans relâche à encadrer les bénéficiaires des microcrédits accordés par ONU-FEMMES.

Cet encadrement a consisté à :

- Renforcer les capacités des femmes revendeuses en gestion de microcrédit et tenue d'un cahier comptable ;
- Assurer le suivi de la gestion des microcrédits accordés aux bénéficiaires ;
- Assurer le suivi et l'évaluation des activités de l'association.

On renforce les capacités des Buyam-sellam en gestion financière

Bien qu'exerçant dans le secteur informel depuis plusieurs années, les revendeuses de l'ASBY peinent à s'autonomiser. Lorsque dépassées par la rudesse de la concurrence, d'aucunes sont parfois contraintes de tomber dans le cercle vicieux de l'emprunt, certaines sont tout simplement obligées de fermer boutique, ne sachant plus à quel saint se vouer. Ces femmes sont en effet mal outillées à la gestion transparente de leurs fonds. C'est ainsi que, dans le souci de les aider à assurer une traçabilité minutieuse de leur gestion financière et par conséquent de maximiser les bénéfices de leurs activités, IRESCO a apporté son appui en formant une cinquantaine de membres de l'ASBY à la gestion efficace d'un microcrédit et l'utilisation du livre de caisse pour une meilleure rentabilité de leurs activités génératrices de revenus (AGR).



Formation des Buyam-sellam à la gestion financière



IRESCO à l'école de la GAR pour mieux gérer le projet d'autonomisation des femmes

Côté IRESCO, le gestionnaire du projet se met à l'école de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) pour une meilleure gestion du projet d'autonomisation des membres de ASBY

Dans le registre du renforcement des capacités, il est à noter que la formation n'a pas uniquement visé les membres de ASBY, mais également le personnel de IRESCO. C'est ainsi qu'un staff a bénéficié de la formation organisée par ONU Femmes, en gestion axée sur les résultats (GAR) et approche basée sur les droits humains. Cette formation a permis à IRESCO d'optimiser l'encadrement des membres de ASBY dans l'atteinte des résultats de ce projet.

Concrètement en 2013...

• Appui infrastructurel et financier

En 2013, le bureau central de ASBY a continué à percevoir les frais de fonctionnement et de communication initié en 2012. Pour encourager et faciliter les échanges entre les différents leaders régionaux de l'ASBY, le projet a continué à fournir à chacune un forfait de crédit téléphonique mensuel.

• Octroi des microcrédits

L'objectif des microcrédits est d'aider les bénéficiaires à fructifier leurs AGR. Les femmes revendeuses ont difficilement accès aux crédits accordés par les banques du fait de leur non éligibilité face aux garanties requises. Pour parer à ce handicap, les femmes revendeuses ont ainsi bénéficié, après la formation, d'un fond de soutien ou microcrédit. Ces microcrédits, d'un montant de 100 000 Fcfa par bénéficiaire, ont été baptisés «microcrédits-test», d'une part pour évaluer l'application des leçons apprises et d'autre part, pour éprouver la capacité de ces femmes à rembourser fidèlement leur crédit. Pour suivre annuellement la

comptabilité de leurs AGR, les femmes formées ont reçu chacune un livre de caisse produit par IRESCO.

• Les supervisions formatives

Les supervisions des bénéficiaires des microcrédits ont été effectives après l'octroi des microcrédits. Ainsi, les descentes sur le terrain qui ont consisté à rencontrer individuellement les revendeuses sur leur point de vente, ont contribué à renforcer les capacités de ces dernières, notamment dans la tenue adéquate du livre de caisse, en vue d'un meilleur suivi de leur comptabilité.

L'apport des microcrédits octroyés aux buyam-salam révèle incontestablement un accroissement économique des activités des bénéficiaires. Comme en témoigne une bénéficiaire du microcrédit :

« Le microcrédit que nous avons reçu m'a permis d'élargir la gamme de produits à vendre. Avant, je ne faisais que le restaurant, mais avec le microcrédit, j'ai ajouté la vente de la boisson. Ce qui a beaucoup augmenté mes revenus mensuels ». Une vendeuse au marché Nsam-Efoulan.

Tout comme cette revendeuse, d'autres bénéficiaires s'en sortent mieux dans la gestion de leurs revenus, grâce à la formation reçue. Une vendeuse du marché Mokolo confirme : *« Maintenant, je ne fais plus les dépenses en désordre parce qu'avec mon cahier de compte, j'ai constaté que les petites sommes d'argent que je sortais sans intérêt, détruisaient mon capital. Depuis le deuxième mois, j'ai changé la façon de faire et ça va mieux ».*

Grâce au suivi des remboursements des microcrédits, on a noté que plus de la moitié des bénéficiaires ont été fidèles au remboursement des montants dus mensuellement. Ceci confirme davantage un accroissement des revenus des buyam-salam impliquées dans le projet.

Suivi évaluation DES PROJETS ET PROGRAMMES

Eclairer les interventions de lutte contre le phénomène du repassage des seins à travers des faits probants issus de l'étude

Dans le domaine du suivi-évaluation, IRESCO a réalisé en 2013, une étude de suivi de la pratique du repassage des seins au Cameroun pour le compte de la GIZ. Cette étude est intervenue dans un contexte où la pratique du modelage des seins au Cameroun avait été vertement décriée grâce à l'action de différentes ONG et associations, dont le Réseau National des Associations de Tantines (RENATA), qui avait alors interpellé la GIZ sur cette pratique qui consiste à se servir d'objets chauffés pour masser les seins des filles et femmes en vue de les faire disparaître. Suite à cette dénonciation, la GIZ a réalisé en 2005 une enquête approfondie d'envergure nationale, en vue d'établir la prévalence du phénomène. A l'issue de cette étude dont les résultats étaient plus que préoccupants, la GIZ a apporté un appui financier au RENATA pour la réalisation, depuis 2006, d'une grande campagne de sensibilisation du public sur les méfaits d'une telle pratique. A la suite de cette campagne, la GIZ a donc envisagé de mesurer le niveau atteint par les indicateurs, en vue de déterminer de nouveau la prévalence du phénomène et l'impact de la campagne de sensibilisation. C'est ainsi que IRESCO a été sollicité par la GIZ pour réaliser cette étude de suivi en 2013.

Cette étude poursuivait les objectifs spécifiques suivants : (1) déterminer la prévalence actuelle du



Enquête sur le repassage des seins



Formation des enquêtrices

phénomène, à la suite de la campagne de prévention réalisée depuis 2006 ; (2) déterminer le niveau de réalisation atteint par les indicateurs de résultats après la campagne de prévention menée depuis 2006 au Cameroun par le RENATA et la GIZ ; (3) évaluer le degré d'exposition du public à la campagne de proximité menée par les Tantines - pseudonyme attribués aux jeunes filles-mère - mais également à travers les médias (radios, télé, presse écrite, cybernétique) ; (4) déterminer les causes de la persistance du phénomène de repassage des seins au Cameroun; (5) proposer des options concrètes pour une amélioration des interventions visant à assurer l'intégrité corporelle des jeunes filles camerounaises et le droit de jouir pleinement de leur corps.

Elle a ciblé la population des filles et femmes âgées de 10 à 82 ans des dix (10) régions du Cameroun. C'est ainsi qu'un total de 5984 interviews par questionnaire ont été réalisées. Cette étude a permis de mettre en évidence les résultats ci après :

- a) Nonobstant les actions menées pour combattre les violences faites aux femmes, les pratiques de violence comme le « repassage des seins » persistent au Cameroun, malgré une forte baisse comparativement à 2005 (1,3% vs 6,3% pour la scarification ; 11,8% vs 23,8% pour le massage).
- b) La campagne RENATA/GIZ a couvert 28,2% des répondantes contre 8,1% aux autres initiatives de communication sur le repassage des seins, soit un tiers des personnes touchées par les messages sur la pratique.
- c) Dans l'ensemble, un dixième (10%) des répondantes sont disposées à masser les seins de leurs filles à l'avenir, afin d'empêcher qu'ils ne poussent vite. Les plus nombreuses sont celles qui ont un niveau d'instruction du primaire au plus, vivant en milieu rural et de religion musulmane.

Appuyer la mise en œuvre des projets DU FONDS MONDIAL A TRAVERS L'AFRIQUE

Au fil des ans, IRESCO ne cesse de construire sa réputation dans le domaine de l'assistance technique. Les prestations de IRESCO dans ce domaine ont continué d'investir l'étendue du continent Africain. S'agissant des domaines d'expertise, ils se sont étendus à la gouvernance à travers l'appui aux instances de coordination nationale des subventions du Fonds mondial (CCM), tout en maintenant les domaines de prédilection que sont la planification stratégique, la communication pour le changement des comportements (CCC) et le suivi-évaluation, y compris le système d'informations sanitaires.

Une expertise technique internationalement reconnue

En matière de planification stratégique, IRESCO a participé et contribué à l'élaboration de plusieurs plans stratégiques des programmes nationaux de santé, principalement le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) et le Comité national de lutte contre le SIDA (CNLS). IRESCO a aussi été sollicité par plusieurs institutions nationales pour prendre part à une vingtaine d'ateliers et réunions d'élaboration des directives nationales et de plans stratégiques de lutte contre le paludisme, le SIDA, le choléra.

En matière de CCC, IRESCO a continué de compter parmi les partenaires clés du Ministère de la santé publique, et a ainsi assuré le leadership de la composante CCC dans l'élaboration des plans stratégiques nationaux des programmes de lutte contre le VIH et le paludisme. Cette expertise qui confère à IRESCO une identité certaine, s'est exportée au-delà des frontières nationales, et s'est matérialisée par l'appui à l'élaboration du matériel éducatif pour divers partenaires dans le cadre de leurs interventions, et en particulier ceux ciblant des groupes spécifiques tels que les populations particulièrement exposées au VIH (Benin, Togo, etc.).

Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial, IRESCO a continué à fournir son appui technique aux agents locaux du Fonds mondial (LFA) dans le domaine du suivi-évaluation. En 2013, les experts en suivi-évaluation de l'IRESCO ont accompagné les LFA au Burundi et en RDC. Dans ces 2 pays, IRESCO a fait valoir son expertise en matière de vérification de l'implémentation des projets subventionnés par le Fonds mondial. Il s'est agi notamment de la revue des rapports de progrès et demande des décaissements (PU/DR),

des vérifications des données sur site (OSDV) de toutes les subventions actives du Fonds mondial dans ces pays, à savoir SIDA, Tuberculose et Paludisme. IRESCO a par ailleurs appuyé l'évaluation rapide de la qualité des services du programme VIH au Burundi. L'institut s'est ainsi beaucoup investi dans le domaine de l'assurance-qualité, en appuyant la vérification et l'authentification des données sanitaires, la fiabilité et la sécurité de leur gestion à travers l'examen de l'observance des procédures de collecte, de consignation, de sécurisation et de rapportage. En matière de qualité des services, il s'agissait de vérifier l'effectivité, la conformité et la qualité des services offerts aux patients et usagers en rapport avec les directives nationales et les normes internationales définies par l'OMS.



En fine, les résultats de ces différents exercices devaient permettre aux LFA de mettre à la disposition du Fonds mondial des évidences qui lui permettent de noter avec exactitude et authenticité la performance des Récipiendaires Principaux des subventions et d'indiquer au Fonds les ajustements programmatiques nécessaires pour optimiser l'efficacité des interventions et les chances d'atteindre les impacts sanitaires attendus.



En plus de ces missions de vérification de l'implémentation, IRESCO a appuyé le LFA du Burundi lors des négociations entre le Fonds mondial et l'instance de coordination nationale des subventions du Fonds au Burundi. En 2013, les négociations ont concerné le mécanisme transitoire de financement (MTF), pour la subvention tuberculose. Elles ont principalement consisté en la revue des requêtes de financement, la revue approfondie des cadres de performance et des budgets, ainsi que des plans de suivi-évaluation.

IRESCO a par ailleurs apporté son appui à l'élaboration d'un profil de risque-pays pour l'ensemble des subventions du Fonds mondial au Burundi. Ce profil de risque concernait différents domaines de la gestion d'une subvention d'envergure, incluant la gouvernance générale au niveau pays, le suivi-stratégique, le processus de prise de décision, les fraudes, la gestion financière, les ressources humaines, la gestion programmatique, la gestion des sous-récepteurs, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et la réputation. Il s'agissait pour chacun des domaines d'évaluation des risques, d'en mesurer la probabilité d'occurrence et l'impact potentiel des risques identifiés sur les résultats programmatiques.

IRESCO apporte aussi de l'appui technique à travers Grants management solutions

Durant l'année 2013, les missions d'appui technique dans le cadre du projet Grant Management Solutions (GMS) réalisées par les experts de IRESCO ont fait florès. Trois pays en ont bénéficié. A savoir : la Guinée, la Mauritanie et le Tchad.

Consolidation des subventions du Fonds mondial en République de Guinée

Faisant suite à une demande d'assistance technique du Secrétariat d'Etat au Comité National de Lutte contre le Sida (SE/CNLS) de la République de Guinée, récipiendaire principal de diverses subventions du Fonds Mondial, GMS a mobilisé une équipe d'experts internationaux, dont un expert en suivi-évaluation de IRESCO, pour appuyer le Secrétariat d'Etat au Conseil National de Lutte contre le Sida (SE/CNLS) dans la consolidation de deux subventions de la série 10 du Fonds mondial. Les subventions concernaient la composante VIH et la composante renforcement du système de santé. La mission a consisté en une série de deux visites d'une durée cumulative de 21 jours et s'est déroulée sur la période Mars-Avril 2013. Cette mission a donné lieu aux résultats suivants :

- Consolidation des cadres de performance ;
- Consolidation des plans de travail et budget ;
- Consolidation des plans de suivi-évaluation.

Renforcement des capacités des ICN de la Mauritanie et du Tchad

Dans le cadre de l'appui aux instances nationales de coordination des subventions du Fonds mondial, deux équipes de GMS parmi lesquelles figuraient un expert suivi-évaluation de IRESCO, ont été mandatées pour fournir une assistance technique à l'instance de coordination nationale (ICN) des subventions du Fonds Mondial en Mauritanie (Mai - Octobre 2013) et au Haut Conseil National de Coordination pour l'accès au Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme du Tchad (Octobre 2013 pour la première visite). Ces missions organisées en trois (3) visites dans chaque pays, ont consisté préalablement en un diagnostic en vue d'identifier les besoins en renforcement des capacités des ICN. Les missions suivantes ont porté sur le renforcement des capacités des ICN en vue de leur éligibilité aux subventions du Fonds mondial. L'un des aspects de ces missions d'appui a porté sur le renforcement des capacités du comité de suivi-stratégique de chaque ICN en vue d'un meilleur suivi-stratégique des subventions actives du portefeuille-pays. Ce renforcement des capacités met l'accent sur le plan de suivi-stratégique et le tableau de bord, en tant qu'outil de suivi-stratégique des subventions du Fonds mondial dont l'expert suivi-évaluation de IRESCO est le principal animateur.

Aperçu général sur les ressources, LES SOURCES DE FINANCEMENT ET LEUR GOUVERNANCE

En 2013, IRESKO s'est appuyé sur deux principales sources de revenus pour le financement de son plan d'actions annuel. Il s'agit des subventions des bailleurs de fonds et du recouvrement des coûts des prestations. Les cotisations des membres ont été effectives, mais leur poids relatif sur l'ensemble des revenus engrangés par l'institut reste marginal.

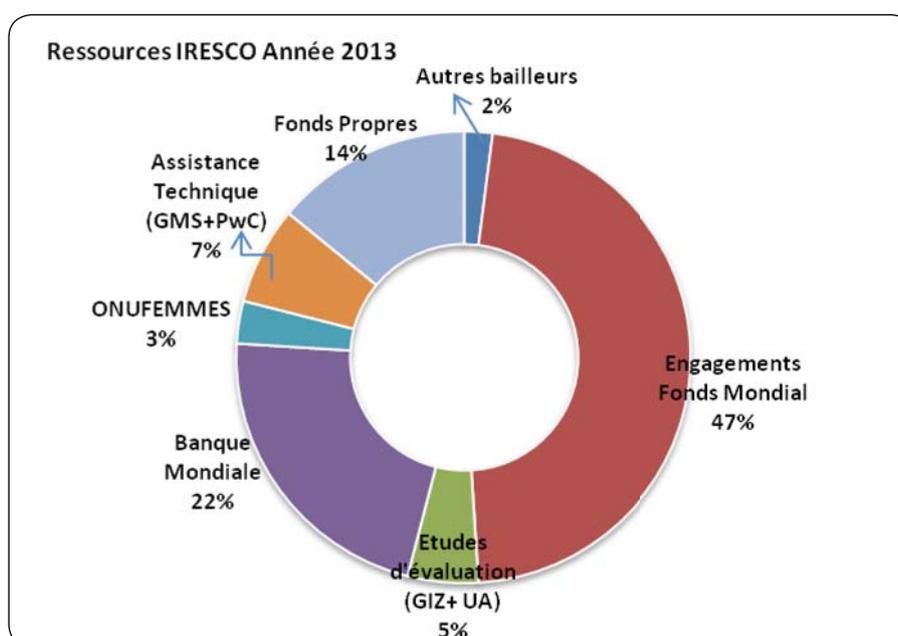
Au titre des subventions, IRESKO a bénéficié de l'appui de trois (3) principaux bailleurs de fonds en 2013. Ainsi, l'on peut citer le Fonds mondial à travers Plan Cameroon dans le cadre d'un accord de don destiné au financement de la phase 2 du projet «scaling up malaria control for impact in Cameroon ». Toutefois, durant l'année 2013, les engagements du Fonds mondial (à travers Plan Cameroon) envers IRESKO n'ont pas été honorés, en raison des retards engendrés par les négociations pour le passage en phase 2 qui ont été âpres et très longues. Le Fonds mondial entend néanmoins régulariser la situation dans les plus brefs délais.

La Banque Mondiale, à travers le Ministère de la Santé, dans le cadre du projet d'appui aux investissements dans le secteur de la santé (PAISS), avec la subvention

destinée au financement du projet PBF est restée le deuxième plus gros bailleur de fonds de IRESKO depuis 2011.

Enfin, l'apport de ONUFEMME, a permis à IRESKO de poursuivre ses interventions en faveur de l'autonomisation des femmes en activité dans le secteur informel au Cameroun. L'appui financier de ce bailleur de fonds stratégique, qui soutient considérablement IRESKO dans l'approche «genre» de ses interventions, bien que limité à la subvention d'une intervention pilote est d'une importance inestimable.

Le recouvrement des coûts des prestations a consisté essentiellement aux activités d'assistance fourni par IRESKO à certains partenaires au Cameroun et au-delà des frontières. A cet effet, IRESKO a, dans ce domaine, tiré ses revenus de trois (3) principaux partenaires dont : Grant Management Solutions (GMS), Price waterhouse and Coopers (PwC), filiales de l'Ile Maurice et de la RDC. La GIZ Cameroun et l'Union Africaine ont aussi compté parmi les partenaires auxquels IRESKO a fourni ses prestations intellectuelles durant l'année 2013.





Bonne gouvernance, transparence et valorisation des ressources humaines

Jaloux de l'image d'une institution exemplaire qu'elle entend imprimer et maintenir durablement dans le gotha des organisations non gouvernementales et à but non lucratif, IRESCO s'est imposé des règles de bonnes pratiques formalisées autour de 3 principes majeurs : la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité. L'éthique professionnelle fait partie intégrante de ce dispositif.

Une gouvernance en lien avec la vision et les missions de IRESCO

En tant que organisation apolitique et non gouvernementale animée d'une mission d'intérêt général, les grandes orientations qui guident la gouvernance de l'IRESCO sont dictées par le principe de gestion efficiente des ressources rares qui sont mises à sa disposition par les bailleurs de fonds qui ne cessent de lui faire confiance au fil des années. Ces orientations sont formalisées dans un manuel de procédures administratives et financières aligné aux standards internationaux en matière de gouvernance. Cette gouvernance au sein de IRESCO incombe aux départements de l'administration et celui des finances, sous la supervision de la Coordination et le contrôle bienveillant du Comité Consultatif et de Gestion, lesquels garantissent la transparence de son fonctionnement et sa bonne gestion, au service du bien-être des populations africaines.

En 2013, IRESCO a tenu à renforcer sa gouvernance en renforçant, au-delà des audits indépendants annuels,

essentiellement ponctuels, la fonction de contrôle interne qui est désormais détachée de la division financière. Cette avancée dans la gouvernance à IRESCO a donné lieu à l'entrée en vigueur d'un manuel de procédures de contrôle interne qui vient compléter le manuel de procédures administratives et financières. En sus à cette mesure majeure, IRESCO a enrichi la division financière de trois (3) nouvelles recrues, dans l'optique de se conformer au principe qu'il s'est fixé de se doter d'au moins un responsable financier par projet d'envergure.

Valoriser les ressources humaines

En 2013, IRESCO a continué d'appliquer les mesures en vigueur en matière de valorisation de ses ressources humaines, afin de renforcer leurs motivations et capacités à œuvrer pour les missions que s'est assigné l'institution.

Ainsi, étant donné que la formation continue constitue l'un des piliers essentiels de sa politique en matière de ressources humaines, IRESCO ne lésine pas quant aux moyens mis en œuvre ou à l'étendue du personnel concerné. A cet effet, IRESCO a continué d'investir ses ressources pour assurer la formation continue de son personnel permanent anciennement ou nouvellement recruté. L'accent en 2013 a particulièrement été mis sur la diffusion en interne de la compétence acquise par le personnel sénior et sur la saisie des opportunités externes de formation de sorte à accompagner au mieux les moins expérimentés dans les missions qui leurs sont confiées. L'ensemble des thématiques couvertes par ces formations en 2013 ont concerné aussi bien les domaines technique, administratif que

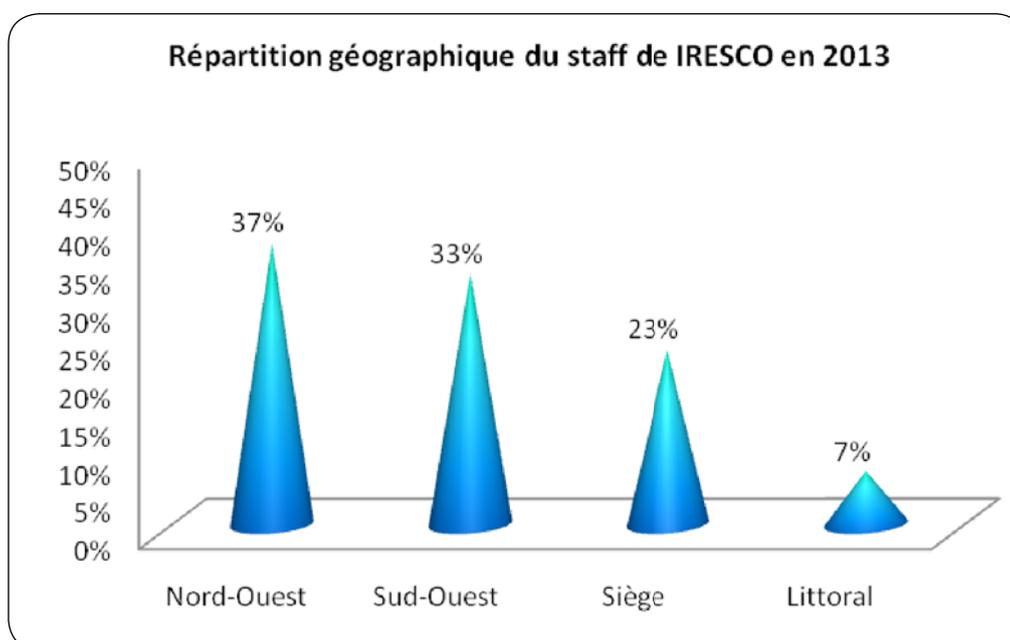
financier. Plus précisément, les activités de formation dont ont bénéficiés les équipes de IRESCO ont concerné les domaines aussi pointus que le suivi-évaluation, le suivi-stratégique, la gestion axée sur les résultats, la gestion financière ou l'encadrement des organisations à base communautaire.

Le renforcement des capacités du personnel de IRESCO s'est accompagné par le déploiement d'un certain nombre de mesures incitatives visant à leur faire prendre conscience de la place qu'ils occupent dans la vie de l'organisation. C'est ainsi que, IRESCO, comme à l'accoutumée, s'est joint à la communauté internationale pour célébrer avec son personnel, l'édition 2013 de la fête du travail célébrée le 1^{er} mai, de la fête internationale de la femme, le 08 mars, et la traditionnelle cérémonie d'échanges de voeux de nouvel an entre personnels, le 1^{er} janvier. En outre, la mutuelle du personnel de IRESCO (MIRES) a continué d'octroyer au personnel désireux, des crédits scolaires sans intérêt afin de les aider à couvrir leurs charges

de rentrées scolaires. En sus de cet appui de la MIRÉS, IRESCO a comme à d'habitude offert des fournitures scolaires à l'ensemble de son staff pour les mêmes motifs.

Au cours de cette même année 2013, IRESCO, a instauré le principe de motivation de son personnel sur la base de la performance. Des primes de performances sont ainsi payées au personnel ayant atteint un certain niveau de réalisation. Les équipes impliquées dans le projet PBF dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ont été les premières à bénéficier des dites primes de performance qui leur sont payées mensuellement.

Par ailleurs, pour mener à bien ses opérations et mieux investir le territoire national, des équipes sont placées sur les différents sites opérationnels de ses interventions et bénéficient de l'appui constant de l'équipe siège de Yaoundé. En 2013, IRESCO s'est appuyé sur un total de 43 collaborateurs, dont 10 au siège et 33 dans les régions.



Egalité professionnelle hommes-femmes

En matière d'égalité professionnelle hommes-femmes, IRESCO a toujours accordé aux femmes autant de chances qu'aux hommes. En 2013, l'institut comptait

42% des femmes salariés et 58% des hommes. En plus du projet d'autonomisation des femmes dont la gestion a toujours incombé à une femme, une autre femme a été promue à la tête du projet SUFI, le plus grand que compte IRESCO dans son portefeuille des projets restés actifs en 2013.

REMERCIEMENTS

Les interventions menées par IRESKO ont connu un succès notoire auprès des populations bénéficiaires grâce à un partenariat diversifié et actif. Au nombre de ces partenaires, l'on peut citer :

Le gouvernement de la République du Cameroun à travers :

- Ministère de la santé publique
- Ministère des enseignements secondaires
- Ministère de l'éducation de base
- Groupe Thématique du CNLS et ses démembrements aux niveaux décentralisés
- Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) et ses démembrements aux niveaux décentralisés
- Comité National de Lutte contre le Paludisme (Roll back Malaria)

Les institutions publiques des pays africains :

- Programme National Multisectoriel de lutte contre le SIDA de la RDC
- Comité National de Lutte contre le SIDA en RDC
- Programme National de lutte contre le Paludisme du BURUNDI
- Comité National de Lutte contre le Sida de la République de Guinée
- Haut Conseil National de Coordination pour l'accès au Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme du Tchad

Les Organisations internationales :

- Banque Mondiale
- Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme
- GIZ
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
- ONUSIDA
- ONUFEMMES

Les Organisations Non Gouvernementales internationales et assimilées :

- Agence Européenne de Développement pour la Santé (AEDES)
- Plan Cameroon
- Family Health International (FHI360)
- Grant Management Solutions (GMS)
- Pricewaterhouse and Coopers (PwC)

Les Associations et Organisations non gouvernementales nationales :

- Cameroon National Association for Family Welfare (CAMNAFAW)
- MC- CCAM
- Réseau Camerounais des PVVIH (RECAP +)
- Femmes, Santé, Développement (FESADE)
- Réseau National des Associations des Tantines (RENATA)



**Institut pour la Recherche, le Développement
Socio-Economique et la Communication**

Siège social :

Yaoundé, Mendong après la brigade de gendarmerie

BP : 13 888 Yaoundé-Cameroun

Tél/Fax : (237) 22 31 10 14 / (237) 22 31 97 78

Email : irescoyaounde@yahoo.com

Site web : www.iresco-cm.org

Bureau de Buéa

Face nouvelle Mairie, Class Quater

Tél/Fax : (237) 33 32 33 97

E-mail : pbfswest@yahoo.com

Bureau de Bamenda

Ntalmung Church Center

Bureau de Douala

Bonamussadi, face Hôtel Santa barbara

Tél. 22 60 81 85